

15 juin 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-algériennes, la lutte contre le terrorisme et sur la Grèce et la Zone euro, à Alger le 15 juin 2015.

Mesdames, Messieurs,

Je sors d'un entretien de près de deux heures avec le Président BOUTEFLIKA et je voulais rendre compte de cette visite qui vient deux ans après celle que j'avais faite. C'était en décembre 2012 et c'était la première visite d'Etat que j'effectuais comme Président de la République.

Là, il s'agissait d'un déplacement que je voulais bref parce que nous voulions avoir des discussions à la fois avec le Président BOUTEFLIKA et aussi avec le gouvernement et le Premier ministre. Nous avons donc pu faire l'évaluation de ce qui s'est produit déjà depuis près de deux ans et demi, c'est-à-dire sur le plan politique une très grande confiance dans ce que nous pouvons porter comme préoccupations, j'y reviendrai tout à l'heure. Sur le plan économique, il y a eu des progrès significatifs puisqu'il y a eu des usines qui ont été créées, ouvertes et la plus symbolique étant RENAULT mais pas seulement RENAULT. Il y en a eu d'autres, ALSTOM, SANOFI, et un partenariat économique et commercial qui n'a cessé de se renforcer, notamment grâce à une institution que nous avons créée entre la France et l'Algérie, c'est-à-dire un comité présidé par les Premiers ministres respectifs de nos deux pays et qui fait le point chaque année des actions qui sont déjà engagées et des investissements ou des partenariats que nous pouvons ouvrir.

Nous avons aussi voulu évoquer les questions éducatives, universitaires, culturelles, parce que nous voulons développer autant qu'il est possible l'enseignement technologique et c'est une demande de nos amis algériens à travers des formations professionnelles qui peuvent être utiles à nos deux pays. Nous voulons ce sont les Algériens qui sont souverains mettre autant qu'il est possible à disposition tout ce qui peut permettre d'enseigner le français et nous voulons également que nos universités puissent coopérer encore davantage et avec des centres de recherche que nous voulons là encore mettre à la disposition commune de nos deux pays.

Sur le plan culturel, Jack LANG qui m'accompagne prépare des événements notamment dans le cadre de l'Institut du Monde Arabe qui mettront en lumière la création algérienne et ce sera une grande initiative qu'il présentera le moment venu.

Nous avons aussi voulu aborder les questions bilatérales qui sont toujours celles qui peuvent parfois ralentir ou retarder un certain nombre de décisions. Nous avons donc pris l'engagement sur le plan administratif tout ce qui peut favoriser les échanges, je pense notamment du côté français à la délivrance des visas, il y a eu de nombreux progrès nous délivrons 350 000 visas et nous avons vu le changement aussi de ce point de vue-là. Du côté algérien, il y a tout ce qui peut faciliter le développement du commerce, les investissements, l'arrivée des PME françaises, des partenariats qui peuvent être noués et là aussi s'il doit y avoir des corrections, elles seront apportées, nous n'avons pas de doute là-dessus.

Je reviens notamment lors de l'entretien que j'ai eu avec le Président BOUTEFLIKA sur les sujets internationaux. Nos deux ministres des Affaires étrangères ont déjà depuis plusieurs mois noué une relation telle que nous pouvons dans les négociations qui sont en cours je pense au climat mais je pense aussi à des crises qui peuvent parfois nous conduire à intervenir ont une fluidité dans leurs relations qui permet d'être particulièrement efficace. mais avec le Président

...dans leurs relations qui permet de être parfaitement entendus, mais avec le Président

BOUTEFLIKA nous avons pris tous les sujets.

Le Mali parce que j'ai exprimé ma gratitude à l'égard des autorités algériennes pour l'organisation de ces discussions de paix qui ont abouti et qui maintenant permettent de signer des accords du côté malien avec toutes les parties prenantes. Le Président BOUTEFLIKA a salué l'intervention de la France dans le cadre des Nations Unies avec l'appui de l'Union africaine et c'est cette intervention qui a permis justement d'accélérer le cours et d'avoir maintenant l'accord de paix.

Nous avons aussi souligné notre préoccupation et notre solidarité à l'égard de ce qui vient de se produire au Tchad avec un attentat terroriste particulièrement barbare, puisque il y a plus de 25 morts au moment où je parle et plus d'une centaine de blessés. Il ne fait pas de doute que c'est Boko Haram qui en est le responsable et qui devra rendre compte de cette horreur nouvelle.

Nous avons salué le courage du Président DEBY, courage qu'il avait pu d'ailleurs montrer à l'occasion de l'intervention au Mali, courage que nous avons pu aussi relever par rapport à ce qui a été son action en Centrafrique et encore plus récemment pour lutter contre Boko Haram et donc notre solidarité lui est donnée en totalité.

Nous avons également parlé de la Libye, de la recherche d'une solution politique indispensable, du rapprochement entre toutes les parties prenantes et de faire en sorte qu'il puisse y avoir un gouvernement et un seul en Libye. C'est ce qui nous permet d'appuyer les efforts de la communauté internationale, notamment du représentant du Secrétaire général des Nations Unies, et l'Algérie comme la France seront aux côtés de toutes les solutions permettant justement d'avoir une stabilité, une sécurité et d'en finir avec les trafics qui se produisent aujourd'hui en Libye. Nous avons parlé de la Syrie, de l'Irak, du Proche-Orient et nous avons eu aussi des échanges sur l'Ukraine, car, avec le Président BOUTEFLIKA, c'est le monde dans son ensemble que nous avons voulu appréhender.

Que retenir ? Je conclurai là-dessus. Une relation confiante entre la France et l'Algérie, une relation fructueuse entre la France et l'Algérie, notamment sur le plan économique. Une relation chaleureuse entre la France et l'Algérie. J'avais dit ce que je voulais dire lors de la visite d'Etat, sur le passé, sur l'Histoire, sur les mémoires, sur la souffrance du peuple algérien pendant la colonisation.

Aujourd'hui, nous sommes tournés vers l'avenir, entièrement vers l'avenir. Nous pouvons le faire avec justement cette lucidité, cette vérité et aussi cette volonté d'être dans l'espoir de nos populations. Il y a beaucoup de Français qui vivent ici, en Algérie, il y a beaucoup de Français d'origine algérienne, il y a aussi des Algériens qui vivent en France. Nous avons donc là une responsabilité commune qui est de fournir une espérance, un travail d'une construction qui ne peut être qu'originale entre la France et l'Algérie.

C'était le sens de cette visite, qui n'est pas une de plus, parce que chaque visite est importante. Lorsque le Président de la République française va rencontrer le Président de la République algérienne, c'est une visite importante. Nous avons pu faire avancer, non seulement notre relation bilatérale, mais je pense que le règlement ou l'espoir d'un règlement de beaucoup de sujets dans le monde.

Voilà ce que je tenais à dire. Je remercie toutes celles et tous ceux qui m'ont accompagné et il ne s'agissait pas d'avoir une délégation très importante, mais qu'il puisse y avoir des parlementaires de nos deux Assemblées, des responsables de région et notamment de l'une la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui est très liée à la Méditerranée en général, mais à l'Algérie en particulier aussi du député qui a également des liens avec ce pays, Jean-Louis BIANCO, qui est notre représentant. Je ne vais pas tous les citer et les intellectuels. C'était surtout cette rencontre avec le Président BOUTEFLIKA qui a constitué le point fort de cette visite. Je suis prêt à répondre aux questions.

Brahim TAKHEROUBT, directeur de la rédaction L'Expression : Monsieur le Président, vous avez effectué en mai dernier une visite en Arabie Saoudite, qui s'est soldé par des contrats économiques dont le montant est estimé à plusieurs dizaines de milliards d'euros. Le jour même de votre visite, quatre Saoudiens ont été décapités. Pas un mot, pas une allusion du côté de l'Elysée. Est-ce à dire que les droits de l'homme, la démocratie sont une valeur marchande ?

Merci.

LE PRESIDENT : Je vous remercie pour votre question qui va me permettre d'apporter une réponse sur ce sujet et au-delà même de l'Algérie. Chaque fois que je me déplace, où que ce soit, je dis bien où que ce soit j'évoque toujours les questions des droits de l'homme et les questions de démocratie. Je le fais avec une même méthode qui est de ne rien dissimuler. Quand je suis allé en Arabie Saoudite, cela a été le même langage. Nous avons des relations économiques fortes avec l'Arabie Saoudite, c'est vrai. Nous avons aussi des relations politiques intenses avec les pays du Golfe et c'est très important que d'en avoir.

En même temps, nous avons dit ce que nous pensons de la peine de mort. La France est un des pays qui est à l'initiative pour l'abolition de la peine de mort partout dans le monde. Nous présentons même de résolution. Votre question me permet d'apporter ma réponse, elle était utile.

Romain HARY, Le Petit Journal Canal+ : Bonsoir. Monsieur le Président, vous avez rencontré en fin d'après-midi le Président algérien. J'aimerais aborder avec vous la question de sa santé. Abdelaziz BOUTEFLIKA vous semble-t-il aujourd'hui en mesure physiquement d'assumer ses fonctions ?

LE PRESIDENT : Le Président BOUTEFLIKA m'a donné une impression de grande maîtrise intellectuelle. Même, c'est rare de rencontrer un chef d'Etat qui a cette alacrité, cette capacité de jugement. Vous m'interrogez sur sa santé, je ne suis pas médecin et je ne viens pas comme médecin rencontrer un chef d'Etat ou un chef de gouvernement.

Ce que je peux vous dire, c'est que la qualité de la discussion que nous avons eue pendant près de deux heures était particulièrement intense et particulièrement élevée. Sur le plan physique, je vous confirme qu'il ne peut pas se déplacer facilement et je le sais depuis longtemps. Mais il a toutes les capacités et il l'a montré pour je ne parle pas de ce qu'il peut faire pour l'Algérie apporter sa sagesse et son jugement pour régler les crises du monde. Je le fais vraiment avec sincérité et franchise. Si tel n'était pas le cas, je vous le dirais.

Journaliste algérien : Bonsoir. Monsieur le Président, le gouvernement libyen a déclaré que le chef du groupe terroriste Mokhtar BELMOKHTAR a été abattu par les Américains. Est-ce que vous confirmez cette information ? Merci, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Je ne peux pas la confirmer. Parce que nous n'avons personne sur place, en Libye, qui pourrait nous donner cette information. Ce que, en revanche, je peux vous dire, c'est que nous savions, par nos propres services, que BELMOKHTAR était en Libye. Si une opération a eu lieu et elle a eu lieu et qu'elle a pu frapper un site, c'est qu'il y avait de fortes probabilités pour que BELMOKHTAR soit sur ce site. Alors, tirons-en les conclusions.

Si je pouvais dire la chose suivante, c'est qu'il y a une très grande probabilité que BELMOKHTAR ait été tué dans cette opération. Comme sa mort a été plusieurs fois annoncée, je ne voudrais pas qu'il y ait là répétition. Il y a donc un faisceau d'informations qui nous laissent penser qu'il a bien été tué dans cette opération.

Je rappelle que BELMOKHTAR, vous le savez, est responsable d'un très grave attentat et agression terroriste à In Amenas, où il y a eu un mort français et combien de morts aussi algériens et de morts de toutes nationalités. C'était un je parle à l'imparfait - un terroriste particulièrement dangereux et particulièrement cruel.

David REVAULT d'ALLONNES : Monsieur le Président, bonsoir, David REVAULT d'ALLONNES, journal LE MONDE. Une question pour faire suite à celle de mon confrère algérien : est-ce que le ministère de la Défense, l'armée, avait été informée de cette opération et au-delà de cette opération, est-ce que vous pouvez nous parler de ce que vous vous êtes dit avec les dirigeants algériens concernant la lutte antiterroriste et notamment sur deux points particuliers que sont le nord-Mali et bien sûr la Libye. Est-ce que des décisions ont été prises, quels constats ont été faits ? Est-ce que d'autres coopérations ont été envisagées ? Merci.

LE PRESIDENT : Il y a deux questions : la première, c'est est-ce que nous étions informés qu'une opération allait se faire en Libye ? Nous avons effectivement des informations mais nous n'avons pas organisé cette opération, elle s'est faite. Nous avons en revanche mené des opérations au

nord du Mali, qui ont contribué à anéantir des groupes et parmi les terroristes qui étaient dans ces groupes, il y en a eu deux qui étaient particulièrement recherchés et qui ont donc été neutralisés. C'est pour nous très important qu'il puisse y avoir cette action conjuguée, autant que possible coordonnée, pour détruire des groupes terroristes et neutraliser leurs chefs.

Je veux également souligner que j'ai exprimé ma gratitude au Président BOUTEFLIKA et au Premier ministre SELLAL, quant à l'action qui a été menée pour retrouver les assassins de monsieur GOURDEL, lâchement tué près de Tizi-Ouzou et que tous les assassins ou presque tous - ont été effectivement retrouvés et neutralisés. Que les autorités algériennes, dès le départ, ont été particulièrement efficaces et particulièrement solidaires de ce qui se passait pour notre compatriote GOURDEL.

Sur ce que nous faisons au nord-Mali, nous sommes engagés, vous le savez, dans l'opération Barkhane, qui n'est pas que pour le nord Mali, mais pour la zone Sahel et qui nous permet d'agir. Nous le faisons avec des coopérations des pays africains et également avec une bonne entente avec les autorités algériennes et nous travaillons ensemble pour lutter contre le terrorisme.

Sur ce que nous faisons en Libye : nous ne sommes pas présents en Libye, nous sommes présents non loin de la Libye, mais pas en Libye. Il nous arrive effectivement, lorsque des groupes sortent de Libye, de pouvoir agir pour les mettre hors d'état de nuire.

La journaliste : Bonjour Monsieur le Président, vous avez évoqué trois projets, trois grands projets en économie et vous avez parlé de relation positive en économie. Mais à part ces trois projets, est-ce qu'il y en a d'autres qui sont importants mise à part une usine de montage ? Est-ce que PEUGEOT par exemple ouvrirait ou construirait une usine ici, de construction d'automobiles et d'autres projets ? Merci.

LE PRESIDENT : PEUGEOT est effectivement en discussion avancée pour installer une usine et donc nous essayons, du côté algérien comme du côté français, de faciliter cette implantation qui aura des conséquences positives pour l'économie algérienne si cela se concrétise. Egalement pour l'économie française, même si ce sont des véhicules qui seront fabriqués pour la région et c'est en ce sens que RENAULT a donné l'exemple. Il y a d'autres projets qui sont possibles, forcément cela a une valeur symbolique parce que PEUGEOT, RENAULT, cela évoque beaucoup de choses ici, comme ailleurs d'ailleurs. Il y a d'autres projets notamment sur le plan énergétique - nous en avons parlé avec le Premier ministre SELLAL, aussi bien TOTAL qui revient vers l'Algérie, qu'un certain nombre de projets que nous avons évoqués ensemble, de renouvellement énergétique ou de projets plus industriels encore. Et ce que nous voulons, c'est attirer des investisseurs et investisseurs français en Algérie mais même investisseurs algériens - c'est arrivé ces derniers mois - en France et cela s'est produit sur deux ou trois projets particulièrement utiles, notamment dans la filière agroalimentaire. Les PME sont particulièrement bienvenues en Algérie les PME françaises et nous devons leur apporter une sécurité, d'où l'importance des grands groupes pour leur donner ce cadre et aussi d'avoir un partenariat avec l'Algérie qui soit clair et qui permette aux PME, aux PME françaises, de pouvoir nouer des alliances avec d'autres entreprises algériennes et de pouvoir intervenir. Nous avons cette volonté aussi je l'ai évoqué - de nous tourner vers la jeunesse algérienne parce qu'elle attend. Elle est bien formée, bien qualifiée et si elle ne l'est pas, nous avons ces centres de formation professionnelle qui peuvent y contribuer, et nous voulons qu'elle puisse avoir cette espérance de travail et de réussite et c'est notre devoir, aussi bien du côté algérien que du côté français.

Elizabeth PINEAU : Elizabeth PINEAU de l'agence REUTERS. Bonsoir Monsieur le Président. Une question sur la Grèce : les négociations sont dans l'impasse. Vous avez parlé ce matin de turbulences à venir, un journal allemand parle d'une éventuelle réunion des dirigeants de l'Union à la fin de la semaine à Bruxelles si les choses sont bloquées et est-ce exact ? Faut-il aujourd'hui concrètement envisager une sortie de la Grèce de la zone euro ? Merci ?

LE PRESIDENT : Les discussions doivent reprendre. J'ai relevé d'ailleurs que le gouvernement grec avait dit qu'il y était prêt, la Commission européenne aussi. Les institutions, la Grèce doivent se mettre au travail pour régler les questions qui restent en débat. Quelles sont ces questions ? Nous les connaissons. Avec madame MERKEL et monsieur TSIPRAS. j'ai fait suffisamment de

Avec les commissions, avec madame MERKEL et monsieur VAN ROOY, j'ai fait consciencieusement des réunions pour tout connaître des sujets qui sont sur la table. Il y a d'abord ce qu'on appelle l'excédent primaire pardon pour nos amis algériens mais puisqu'une question m'a été posée, je vais dans le détail. Nous sommes tout près de trouver une issue pour la trajectoire. Ensuite il faut régler deux ou trois sujets, notamment sur la fiscalité et sur les retraites vous connaissez la position de la France, ce n'est pas d'imposer à la Grèce des sacrifices supplémentaires sur les petites retraites, mais de demander qu'il y ait des propositions alternatives.

Il faut alors se mettre au travail. Il y a peu de temps je l'ai dit ce matin parce qu'effectivement, à la fin du mois de juin, il y a une échéance et avant la fin du mois de juin, il y a un Conseil européen et avant le Conseil européen, il y aura sans doute une réunion de l'EUROGROUPE.

Allons alors maintenant dans le meilleur délai, dans la plus grande rapidité, vers la solution parce que tout doit être fait pour que la Grèce reste dans la zone euro. En même temps la Grèce doit comprendre que pour rester dans la zone euro, il faut faire un effort et les institutions, pour que la Grèce puisse rester dans la zone euro sans ajouter d'autres drames, qu'il y ait un certain nombre de recherches de compromis. La France, elle doit être justement celle qui appelle - l'Allemagne de madame MERKEL a aussi cette responsabilité - à la solution. Nous ne sommes pas loin d'une solution mais quand il n'y a pas la solution, il peut y avoir la crise. Merci.